
Contrat d'assurances du Lycée impérial du Havre.

Numéro d'inventaire : 1978.03767

Auteur(s) : Jules Jean François Marie Nomy

Type de document : imprimé divers

Éditeur : Le Monde, compagnie anonyme d'assurances contre l'incendie (178 rue Montmartre Paris)

Imprimeur : Raçon

Période de création : 3e quart 19e siècle

Date de création : 1869

Description : Feuillet imprimé complété à la main. En 1ère page, l'emblème de la compagnie.

Mesures : hauteur : 278 mm ; largeur : 218 mm

Notes : Comprend une description rapide des locaux et de leur contenu.

Mots-clés : Comptabilité d'établissements d'enseignement

Mobilier scolaire : Lycées et collèges d'enseignement général

Filière : Lycée et collège classique et moderne

Niveau : Post-élémentaire

Nom de la commune : Le Havre

Nom du département : Seine-Maritime

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 4

ill.

Lieux : Seine-Maritime, Le Havre

AGENCE GÉNÉRALE

de *Havres*

N° *1567*

Renouvellement de Pol. N° _____

Remplacement de Pol. N° _____

Somme assurée

Fr. *178,265*

Prime annuelle

Fr. *135,50*

Risque commun ou contigu

avec Police N° *529*

AUTORISATION DE LA COMPAGNIE N° _____

LE MONDE

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

AUTORISÉE PAR DÉCRET IMPÉRIAL.

Siège de la Compagnie, rue Montmartre, 178, à PARIS



CAPITAL SOCIAL : CINQ MILLIONS DE FRANCS

POLICE

CONDITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — § 1^{er}. La Compagnie assure contre l'incendie, lors même qu'il est causé par le feu du ciel, les valeurs mobilières et immobilières désignées dans la présente Police.

§ 2. Elle répond, moyennant des primes spéciales, et lorsqu'il est fait, dans les conditions particulières de la Police, une mention expresse de l'assurance de chacun des risques suivants : des dégâts occasionnés par la chute de la foudre, l'explosion du gaz servant à l'éclairage et au chauffage, l'explosion des machines et appareils à vapeur, lesdits dégâts non suivis d'incendie.

§ 3. Elle assure aussi, en cas d'incendie, quand la stipulation en est faite dans la Police, le risque locatif, le recours des voisins et le recours des locataires contre le propriétaire.

§ 4. L'assurance du risque locatif a pour objet de garantir l'assuré des effets de la responsabilité à laquelle il est soumis, comme locataire, aux termes des articles 1733 et 1734 du Code Napoléon.

§ 5. L'assurance du recours des voisins a pour objet de garantir l'assuré de toute action que ceux-ci pourraient exercer contre lui, pour communication d'incendie, en vertu des articles 1582, 1585, 1584 du Code Napoléon.

§ 6. L'assurance du recours des locataires contre le propriétaire garantit ce dernier des effets du recours que ses locataires peuvent exercer contre lui, aux termes des articles 1586 et 1781, § 2, du Code Napoléon, en cas de dommages survenus à leurs mobiliers ou à leurs marchandises, par suite d'un incendie qui aurait eu pour cause un vice de construction ou un défaut d'entretien de l'immeuble loué.

Art. 2. — § 1^{er}. La Compagnie n'assure pas les fabriques, magasins et dépôts de poudre à tirer, les titres de toute nature, les diamants, les pierreries et perles fines, les lingots, les médailles et les monnaies d'or ou d'argent.

§ 2. Elle ne répond pas des incendies ni des explosions occasionnés par guerre, invasion, émeute, force militaire quelconque, volcans et tremblements de terre.

§ 3. En cas d'explosion ou de détonation quelconque (sauf le cas prévu au § 2 de l'article 1^{er}), et dans tous les accidents causés par la foudre (ou feu du ciel), les trombes ou les ouragans, elle ne répond pas des dégâts qui en résultent : elle garantit seulement les dommages d'incendie qui en sont la suite.

§ 4. Elle ne répond, en aucun cas, des objets perdus ou volés.

§ 5. Elle ne répond des tulle, des dentelles, des cachemires, des bijoux, de l'argenterie, des tableaux, des statues, et en général de tous les objets rares ou précieux, que lorsqu'ils sont spécialement désignés dans la Police et assurés pour des sommes distinctes.

§ 6. La Compagnie n'est responsable que des dommages matériels expressément garantis par le contrat, et ne doit aucune indemnité pour changement d'alignement, défaut de location ou de jouissance, résiliation de baux, chômage ou toute autre perte non matérielle.

§ 7. Toutes les exceptions ci-dessus sont applicables également à l'assurance du risque locatif, du recours des voisins, de celui des locataires contre les propriétaires, ainsi que des risques d'explosion.

Art. 3. — L'assurance étant un moyen de conserver et non d'acquérir, ne peut jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré : elle ne lui garantit que la réparation des pertes réelles qu'il a éprouvées.

En conséquence, les sommes assurées, les primes perçues, les désignations et évaluations contenues dans la Police ne peuvent être invoquées ni opposées par l'assuré, comme une reconnaissance ou une preuve ou une présomption de l'existence ou de la valeur des objets assurés, soit au moment de l'assurance, soit au moment du sinistre.

Art. 4. — § 1^{er}. Les primes d'assurances sont payables comptant et d'avance, chaque année, à Paris, au siège de la Compagnie, et dans les départements, au siège de l'Agence générale de l'arrondissement dans la circonscription de laquelle la Police a été souscrite.

§ 2. Celle de la première année est payée comptant lors de la signature de la Police quand l'assurance a immédiatement son effet. Dans le cas contraire, la prime de la première année est payée, contre quittance de la Compagnie, le jour où l'assurance prend cours. Dans tous les cas, la Police n'a d'effet qu'après le paiement de la prime de la première année.

Art. 5. — § 1^{er}. Les primes des années qui suivent la première sont payables contre quittances de la Compagnie. Il est accordé à l'assuré quinze jours de grâce pour les acquitter. La seule échéance de ce terme constituera l'assuré en demeure.

§ 2. A défaut de paiement, dans le délai de quinzaine ci-dessus fixé, de l'une des primes qui suivent celle de la première année, et sans qu'il soit besoin d'aucun acte ou demande, l'effet de l'assurance est suspendu, et l'assuré, en cas d'incendie, n'a droit à aucune indemnité.

§ 3. Il est bien entendu que la suspension de l'assurance et la déchéance du droit à l'indemnité, stipulés contre l'assuré, ne portent pas préjudice aux droits de la Compagnie, et qu'elles doivent être appliquées même pendant les poursuites que celle-ci peut exercer pour le recouvrement de la prime échue. Mais la Police reprend son effet le lendemain à midi du jour où le paiement de la prime arriérée et des frais, s'il y a lieu, a été fait à la Compagnie.

§ 4. Le droit, pour l'assuré, de faire reprendre l'effet de la Police à son égard, au moyen du paiement, n'existe que pendant le délai d'un an et demi à dater de l'échéance de la prime ou du dernier acte de poursuites ; si ce délai expire sans que le paiement ait été opéré et accepté, la Police est et demeure complètement et de plein droit résiliée.

§ 5. Il est encore bien entendu que le paiement de la prime échue, effectué pendant ou après l'incendie, ne donne à l'assuré aucun droit à l'indemnité du dommage.

§ 6. Le paiement des primes non acquittées à leur échéance se poursuit par les voies de droit et tous les frais et déboursés, même ceux d'enregistrement, sont à la charge de l'assuré.

§ 7. En cas de résiliation, pour quelque cause que ce soit, sauf ce qui sera dit ci-après (art. 8), les primes payées par anticipation, même sous compta, demeurent acquises à la Compagnie.

Art. 6. — L'assuré doit déclarer et faire mentionner sur la Police, sous peine de n'avoir droit, en cas d'incendie, à aucune indemnité, si les objets assurés lui appartiennent en totalité ou en partie :

S'il n'est pas propriétaire du terrain sur lequel est construit l'immeuble assuré ; S'il est usufruitier, créancier, locataire, commissionnaire, dépositaire, administrateur, mandataire, acquéreur, ou vendeur à réméré, et généralement en quelle qualité il agit.

Art. 7. — § 1^{er}. En cas de vente ou de donation des objets assurés, le vendeur ou le donateur sont tenus d'invoquer au nouveau propriétaire l'obligation d'exécuter la Police, sinon ils payeront à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à une année de prime. Pareille indemnité sera due à la Compagnie en cas de cessation de commerce avant l'expiration de la Police.

§ 2. En cas de décès, de vente ou de donation des objets assurés, les héritiers, ou nouveaux propriétaires, doivent déclarer leur qualité dans le délai d'un mois à dater du jour du décès, de la vente ou de la donation, et se faire donner acte par la Compagnie de leur déclaration.

§ 3. En cas de liquidation de société, de suspensions de paiements ou de faillite, l'assuré ou les ayants droit sont tenus de déclarer, dans les quinze jours, au plus tard, la liquidation, la suspension ou la faillite, et de faire constater leur déclaration par écrit.

Dans les cas prévus par les §§ 2 et 3 du présent article, la Police ne continuera qu'après le consentement de la Compagnie.

ASSURÉ

M *Lycée Impérial du Havre*

Date de la Police

21 Septembre 1869

Date de son effet

21 Septembre 1869

Durée de l'Assurance

Deux ans

Date

de l'expiration de la Police

21 Septembre 1871



OBSERVATIONS POUR LA RÉDACTION DES POLICES

- 1° Répartir bien exactement par articles spéciaux le capital à garantir sur bâtiments, mobiliers, marchandises, etc.
 - 2° Indiquer d'une manière très-complète la construction et la couverture des bâtiments, ainsi que leur destination.
 - 3° Dire dans quels bâtiments se trouvent les objets mobiliers et les marchandises assurés par chaque article.
 - 4° Quand il y a plusieurs bâtiments, indiquer les distances séparatives ou s'il y a contiguïté dire si elle a lieu avec ou sans communication.
 - 5° Déclarer la communauté de risque qui existe avec d'autres Polices souscrites déjà par le même assuré ou par d'autres.
 - 6° A la quatrième page, ne jamais omettre de préciser la situation des risques.
- (Voir modèles n° 10 à 25 des Instructions Générales pour la rédaction des Polices, et le chapitre VI pour les Risques communs.)

	SOMME assurée PAR ARTICLE	TAUX de la PRIME p.‰		PRIME par ARTICLE	
		FR.	F. C.	FR.	C.
Savoir :					
La dite somme étant la demie de celle de trois cent cinquante dix mille cinq cent trente francs sur les mobiliers dont le détail va être indiqué ci-après, existants dans les divers locaux & dépendances composant le Lycée du Havre, situé au dit lieu entre les Rues Ancelot, Napoléon, & Just-Tiel, construits en pierres, briques & fer, couverts en Ardoises & Zinc.					
Les mobiliers de bonvouloir répartis dans les endroits ci-après & de composent comme suit :					
A	Mobilier usuel :				
1°	Büros officiels, parloirs, salle des actes, Cabinets des fonctionnaires,				
2°	Chapelle, Sacristie (avec les ornements & les vases sacrés).				
3°	Infirmerie, Salles de bains.				
4°	Classes, Salles d'étude, Salles de dessin, Laboratoires.				
5°	Dortoirs, Vestiaires, Lingerie.				
6°	Lingerie & buanderie				
7°	Réfectoires, Cuisine, Crèche, Caves & magasins				
8°	Appareils généraux d'éclairage par le gaz				
	" " de chauffage				
	" " de distribution des eaux potables				
	Gymnastique				
	Chambres des maîtres répétiteurs & des gens de service				
		F. 222,500.			
B	Mobiliers des fonctionnaires de l'Administration :				
	Provisers, Censeurs, Aumôniers & Econome	23,000			
C	Mobilier scientifique comprenant le cabinet de physique, le laboratoire de chimie, les collections d'histoire naturelle	20,000			
D	Les livres de la bibliothèque littéraire contenant 1500 volumes	3,000			
E	Les livres classiques au nombre de 8000 volumes	8,000			
F	Les trousseaux de 130 élèves pensionnaires à F. 500	65,000			
G	Les marchandises & approvisionnements de toute nature	15,000			
		356,500	0.75	267.	40
Sur laquelle somme la Comp ^{te} Le Monde couvre la demie					
doit Cent dixante dix huit mille deux cent dixante cinq francs ci F. 178,265					
La Cie répond des dommages que l'explosion du gaz servant à l'éclairage pourrait occasionner aux mobiliers sus désignés jusqu'à concurrence de la somme de cent dixante dix huit mille deux cent dixante cinq francs & dans aucune dérogation aux conditions générales. Ce supplément de garantie est convenu moyennant une augmentation de prime de quinze centimes par mille francs sur la dite somme de F. 178,265. Doit une prime supplémentaire de vingt six francs 75 c.					
		" " "	15	26	75
	A REPORTER.	178,265		160.	45

Droit d'engagement 12.95 (loi du 28 avril 1878)